



---

CHAMBRE DES DÉPUTÉS  
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

# Dossier consolidé

Projet de règlement grand-ducal 6329

Projet de règlement grand-ducal relatif à la participation du Luxembourg à la mission d'observation de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe des élections présidentielles au Kirghizistan

Date de dépôt : 14-09-2011

Date de l'avis du Conseil d'État : 27-09-2011

## Liste des documents

<b>Date</b>	<b>Description</b>	<b>Nom du document</b>	<b>Page</b>
14-09-2011	Déposé	6329/00	<u>3</u>
27-09-2011	Avis du Conseil d'Etat (27.9.2011)	6329/01	<u>8</u>
12-10-2011	Avis de la Conférence des Présidents (12-10-2011)	6329/02	<u>11</u>
10-10-2011	Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration Procès verbal ( 72 ) de la reunion JOINTE du 10 octobre 2011	72	<u>14</u>
10-10-2011	Commission juridique Procès verbal ( 48 ) de la reunion JOINTE du 10 octobre 2011	48	<u>21</u>
28-10-2011	Publié au Mémorial A n°219 en page 3772	6329	<u>28</u>

6329/00

**N° 6329**

**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2010-2011

---

**PROJET DE REGLEMENT  
GRAND-DUCAL**

**relatif à la participation du Luxembourg à la mission d'observation de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe des élections présidentielles au Kirghizistan**

\* \* \*

*(Dépôt: le 14.9.2011)*

**SOMMAIRE:**

	<i>page</i>
1) Dépêche de la Ministre aux Relations avec le Parlement au Président de la Chambre des Députés (14.9.2011).....	2
2) Texte du projet de règlement grand-ducal.....	2
3) Exposé des motifs .....	3
4) Dépêche du Président de la Chambre des Députés au Ministre des Affaires étrangères (12.9.2011) .....	4

\*

**DEPECHE DE LA MINISTRE AUX RELATIONS AVEC LE PARLEMENT  
AU PRESIDENT DE LA CHAMBRE DES DEPUTES**

(14.9.2011)

Monsieur le Président,

A la demande du Ministre des Affaires étrangères, j'ai l'honneur de vous faire parvenir en annexe le projet de règlement grand-ducal sous rubrique, avec prière de bien vouloir en saisir la Conférence des Présidents.

Je joins en annexe le texte du projet et l'exposé des motifs.

Monsieur le Ministre des Affaires étrangères aimerait ajouter l'information que le Conseil de Gouvernement du 14 septembre 2011 a pris la décision de principe de participer à la mission d'observation des élections présidentielles au Kirghizistan (30 octobre 2011), avec un possible redéploiement des mêmes observateurs en cas de second tour, par l'envoi de 3 observateurs au maximum. Cette mission portera sur une durée maximale de deux semaines. Au cas où une seconde mission sera organisée, suite à la tenue d'un second tour, la période de déploiement aura une durée maximale de deux semaines.

Une participation active à cette mission d'observation électorale permettra au Luxembourg d'assumer ses responsabilités en tant que membre de la communauté internationale, de contribuer à la démocratisation au Kirghizistan et d'approfondir son expertise en la matière.

Monsieur le Ministre aimerait par ailleurs souligner l'importance d'un accomplissement rapide des procédures d'adoption du projet en question en raison du fait que le départ des observateurs est prévu pour le 24 ou 25 octobre 2011.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

*La Ministre aux Relations  
avec le Parlement,*  
Octavie MODERT

\*

**TEXTE DU PROJET DE REGLEMENT GRAND-DUCAL**

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi modifiée du 27 juillet 1992 relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à des opérations pour le maintien de la paix (OMP) dans le cadre d'organisations internationales, et notamment son article 1er;

Vu la décision du Gouvernement en Conseil du 14 septembre 2011 et après consultation le 12 septembre 2011 de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration de la Chambre des Députés;

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'avis de la Conférence des Présidents de la Chambre des Députés;

Sur le rapport de Notre Ministre des Affaires étrangères et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

**Art. 1er.** Le Gouvernement luxembourgeois participera à la mission d'observation de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) des élections présidentielles au Kirghizistan qui se tiendront le 30 octobre 2011. Il enverra à cet effet un contingent d'observateurs limité à 3 au maximum dont la mission portera sur une durée maximale de deux semaines.

**Art. 2.** Les observateurs pourront être redéployés au cas où un second tour des élections locales devra être tenu et seulement si une nouvelle mission d'observation sera organisée à cet effet par l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE). La mission aura une durée maximale de deux semaines. Le Gouvernement luxembourgeois enverra, à cet effet et selon leur disponibilité, les mêmes observateurs.

**Art. 3.** Le statut des membres du contingent luxembourgeois est défini conformément aux articles 5 et suivants de la loi du 27 juillet 1992 relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à des opérations pour le maintien de la paix (OMP) dans le cadre d'organisations internationales.

**Art. 4.** Notre Ministre des Affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent règlement, qui entrera en vigueur le jour de sa publication au Mémorial.

\*

## **EXPOSE DES MOTIFS**

### **1. La mission d'observation des élections présidentielles au Kirghizistan**

Le parlement kirghize a décidé le 30 juin que les élections présidentielles auront lieu le 30 octobre 2011. Ce seront les premières élections présidentielles depuis l'adoption d'une nouvelle constitution et la création d'une démocratie parlementaire suite au renversement du Président Bakiev en avril 2010. Le référendum sur la constitution en juin 2010 avait reconduit Mme Roza Otunbaïeva comme Présidente pour une période limitée tout en lui interdisant de se représenter comme candidate aux élections.

Le climat politique reste tendu, notamment entre le Nord et le Sud du pays, la région du Sud étant le principal fief de l'ancien Président Bakiev. A ces tensions entre Nord et Sud se sont ajoutés des affrontements ethniques entre kirghizes et ouzbeks dans la vallée de Ferghana qui ont fait 470 morts en juin 2010.

Depuis les élections parlementaires du 10 octobre 2010, cinq partis sont représentés au Parlement. Après des négociations difficiles, un gouvernement a pu être formé entre une coalition de trois partis qui inclut les partisans de l'ancien Président Bakiev. En vue des élections présidentielles du 30 octobre, 83 candidats ont été enregistrés comme candidats, dont 16 représentants de partis politiques et 67 candidats indépendants.

L'OSCE prévoit à ce stade d'envoyer 24 observateurs à long terme et 350 observateurs à court terme au Kirghizistan. Les observateurs seront déployés dans la période allant du 25 octobre au 3 novembre 2011. En cas de second tour, la mission se portera également sur une durée maximale de deux semaines.

Afin de pouvoir assurer une participation luxembourgeoise, tout en respectant les délais imposés par la loi du 27 juillet 1992 relative à la participation luxembourgeoise à des opérations de maintien de la paix (OMP), il est nécessaire que le Gouvernement engage dès à présent la procédure réglementaire.

### **2. Une participation du Luxembourg à la mission d'observation des élections**

Une participation active à des missions d'observation électorale permet au Luxembourg d'assumer ses responsabilités en tant que membre de la communauté internationale, de contribuer à la stabilisation de pays engagés sur la voie de la démocratisation et d'approfondir son expertise en la matière.

### **3. Procédure réglementaire relative à une participation luxembourgeoise**

Conformément à l'article 1 (2) de la loi du 27 juillet 1992 relative à la participation luxembourgeoise à des opérations de maintien de la paix (loi OMP), la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration de la Chambre des Députés a approuvé le 12 septembre 2011 le principe d'une participation du Luxembourg à la mission d'observation des élections présidentielles au Kirghizistan qui se dérouleront le 30 octobre 2011, ainsi qu'à un possible redéploiement des mêmes observateurs en cas de second tour.

Après consultation de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, la proposition a été soumise pour décision au Conseil de Gouvernement en date du 14 septembre 2011. Le Conseil de Gouvernement a donné son accord de principe pour l'envoi de 3 observateurs au maximum et a invité le Ministre des Affaires étrangères à prendre les mesures d'exécution nécessaires à cette contribution luxembourgeoise à l'action de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe, en conformité avec la procédure prévue dans la loi du 27 juillet 1992 relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à des opérations de maintien de la paix (OMP) dans le cadre d'organisations internationales.

#### **4. Indemnités accordées aux observateurs**

Conformément aux missions précédentes et selon les dispositions de la loi OMP, les observateurs toucheront:

- une indemnité spéciale journalière de 62 € (soixante-deux), non pensionnable et exempte d'impôts et de cotisations sociales;
- une indemnité journalière pour les frais de séjour, non pensionnable et exempte d'impôts et de cotisations sociales, conformément au règlement du Gouvernement en Conseil en vigueur.

\*

### **DEPECHE DU PRESIDENT DE LA CHAMBRE DES DEPUTES AU MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES**

(12.9.2011)

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous informer que conformément à la loi du 27 juillet 1992, la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration a approuvé, en date du 12 septembre 2011, la participation luxembourgeoise à la mission d'observation des élections présidentielles au Kirghizistan.

Je vous prie de croire, Monsieur le Ministre, à l'assurance de ma considération très distinguée.

*Le Président de la Chambre des Députés,*  
Laurent MOSAR

6329/01

**N° 6329<sup>1</sup>****CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2010-2011

**PROJET DE REGLEMENT  
GRAND-DUCAL****relatif à la participation du Luxembourg à la mission d'observation de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe des élections présidentielles au Kirghizistan**

\* \* \*

**AVIS DU CONSEIL D'ETAT**

(27.9.2011)

Par dépêche du 14 septembre 2011, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a soumis à l'avis du Conseil d'Etat le projet de règlement grand-ducal sous rubrique.

Au texte du projet de règlement grand-ducal, élaboré par le ministre des Affaires étrangères, était joint un exposé des motifs.

Par une dépêche également jointe, datée du 12 septembre 2011, le Président de la Chambre des députés fait part de l'approbation de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration de la Chambre, conformément aux dispositions de la loi modifiée du 27 juillet 1992 relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à des opérations pour le maintien de la paix (OMP) dans le cadre d'organisations internationales. Cette loi sert de base légale au projet de règlement grand-ducal sous examen.

L'objet du règlement grand-ducal vise, de la part du Gouvernement luxembourgeois, à mettre à la disposition de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) trois observateurs qui participeront à la mission d'observation des élections présidentielles au Kirghizistan du 30 octobre 2011, mise en place par celle-ci. En cas d'un éventuel deuxième tour, la même mission serait redéployée, si possible.

La durée maximale prévue pour la mission d'observation serait ainsi de deux fois deux semaines.

Pour l'ensemble de cette mission, l'OSCE a prévu de déployer 24 observateurs à long terme et 350 observateurs à court terme, le contingent du Luxembourg étant intégré dans la deuxième catégorie d'observateurs.

Il est à préciser encore que le Kirghizistan se trouve actuellement dans une situation politique intérieure délicate voire tendue, ce qui renforce l'importance de la mission d'observation de la communauté internationale.

En ce qui concerne le Luxembourg, la mission s'inscrit dans le cadre de la volonté politique d'assumer sa part de responsabilité au sein des organisations politiques internationales dont il est membre en général, et de l'OSCE en particulier.

Le Conseil d'Etat marque son accord avec le règlement grand-ducal lui soumis dont le libellé ne donne pas lieu à observation.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 27 septembre 2011.

*Le Secrétaire général,*  
Marc BESCH

*Pour le Président,*  
*Le Vice-Président,*  
Claude A. HEMMER

CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau

6329/02

**N° 6329<sup>2</sup>****CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2011-2012

---

---

**PROJET DE REGLEMENT  
GRAND-DUCAL****relatif à la participation du Luxembourg à la mission d'observation de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe des élections présidentielles au Kirghizistan**

\* \* \*

**AVIS DE LA CONFERENCE DES PRESIDENTS**

(12.10.2011)

Le projet de règlement grand-ducal a été déposé le 14 septembre 2011 à la Chambre des Députés par la Ministre aux Relations avec le Parlement à la demande du Ministre des Affaires étrangères.

Un exposé des motifs était joint au texte du projet de règlement grand-ducal.

L'objet du présent projet de règlement grand-ducal consiste à autoriser le Gouvernement luxembourgeois à participer à la mission d'observation de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) des élections présidentielles au Kirghizistan du 30 octobre 2011 par l'envoi de trois observateurs, avec un possible redéploiement des mêmes observateurs en cas de second tour.

La base légale du projet de règlement grand-ducal sous avis est constituée par la loi modifiée du 27 juillet 1992 relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à des opérations pour le maintien de la paix (OMP) dans le cadre d'organisations internationales.

La Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration de la Chambre des Députés a donné son avis positif le 12 septembre 2011.

Le Conseil d'Etat a émis son avis le 27 septembre 2011 et marque son accord avec le règlement grand-ducal sous rubrique, dont le libellé ne donne pas lieu à observation.

La Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration de la Chambre des Députés, dans son avis du 10 octobre 2011, recommande à la Conférence des Présidents de rendre un avis favorable au règlement grand-ducal sous rubrique.

\*

La Conférence des Présidents se prononce en faveur du règlement grand-ducal et rend un avis positif au texte.

Luxembourg, le 12 octobre 2011

*Le Secrétaire général,*  
Claude FRIESEISEN

*Le Président de la Chambre des Députés,*  
Laurent MOSAR

CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau

72



## CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Session ordinaire 2010-2011

RB

### **Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration et Commission juridique**

#### **Procès-verbal de la réunion du 10 octobre 2011**

##### ORDRE DU JOUR :

1. Présentation du Rapport annuel d'Eurojust par M. Carlos Zeyen, Membre luxembourgeois auprès d'Eurojust.
2. Uniquement pour les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration:
  - 6329 Projet de règlement grand-ducal relatif à la participation du Luxembourg à la mission d'observation de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe des élections présidentielles au Kirghizistan  
- adoption d'un projet d'avis à l'intention de la Conférence des Présidents
3. Adoption des projets de procès-verbal des réunions du 27 juin, du 4 et du 11 juillet 2011, du 14 et 26 septembre 2011.
4. Dossiers européens:  
- adoption de la liste des documents transmis par les institutions européennes entre le 1er et le 7 octobre 2011
5. Divers

\*

Présents : M. Marc Angel, M. Xavier Bettel, M. Fernand Boden, M. Félix Braz, M. Félix Eischen, Mme Lydie Err, M. Ben Fayot, M. Norbert Hauptert, M. Fernand Kartheiser, Mme Martine Mergen, M. Marcel Oberweis, Mme Lydie Polfer, membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Xavier Bettel, M. Félix Braz, Mme Christine Doerner, Mme Lydie Err, M. Paul-Henri Meyers, Mme Lydie Polfer, M. Gilles Roth, membres de la Commission juridique

M. Carlos Zeyen, Membre luxembourgeois auprès d'Eurojust

Mme Katia Kremer, Ministère de la Justice

Mme Rita Brors, Service des Relations internationales  
M. Jean-Paul Bever, Service des Relations publiques

Excusés : Mme Nancy Arendt épouse Kemp, Mme Lydia Mutsch, membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Léon Gloden, membre de la Commission juridique

\*

Présidence : M. Ben Fayot, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration  
Mme Christine Doerner, Présidente de la Commission juridique

\*

**1. Présentation du Rapport annuel d'Eurojust par M. Carlos Zeyen, Membre luxembourgeois auprès d'Eurojust.**

Le Membre luxembourgeois auprès d'Eurojust présente brièvement la mission d'Eurojust pour commenter ensuite le Rapport Eurojust 2010 et le Rapport sur les activités du desk luxembourgeois d'Eurojust en 2010. Les deux Rapports avaient été communiqués aux membres des deux commissions par courrier électronique. L'orateur évoque ensuite la nouvelle Décision Eurojust ainsi que les articles 85 et 86 du traité de Lisbonne, et présente deux dossiers concrets.

Eurojust a été fondé pour rendre plus efficace les systèmes judiciaires des 27 Etats membres compte tenu de la libre circulation des biens, des personnes et des services et dans le but de renforcer la lutte contre le crime organisé. En 1999, le Conseil de Tampere a créé le Réseau judiciaire européen, le principe de reconnaissance mutuelle et Eurojust. Les missions principales d'Eurojust sont l'amélioration de la coopération judiciaire, la coordination d'instruction et d'enquêtes transfrontalières, l'échange d'information et l'émission de recommandations dans le cas où l'entraide ne fonctionne pas dans un pays récurrent.

Rapport Eurojust 2010

En 2010, plus de 1.400 dossiers ont été ouverts. Vu la situation au 30 septembre 2011, ce chiffre pourra atteindre 1.500 pour l'année 2011. La Grande-Bretagne, l'Allemagne et l'Italie figurent parmi les Etats membres introduisant le plus grand nombre de demandes. Pour la plus grande partie des Etats membres, le nombre de dossiers ouverts comme pays requérant correspond au nombre de dossiers introduits comme pays requis, avec l'exception de l'Espagne où le nombre de dossiers ouverts comme pays requis prédomine. Le type de criminalité s'étend du commerce illicite de drogues jusqu'à la fraude et les délits fiscaux. Entre 20 et 30 dossiers par an ont trait au terrorisme.

La présentation des chiffres d'Eurojust a été l'objet d'un différend avec le Conseil qui a critiqué le grand nombre de dossiers « standards », tandis que les missions

d'Eurojust se limitent aux dossiers « complexes ». Or, les statistiques ne font que refléter la qualité des dossiers transmis par les Etats membres. Il faut aussi prendre en considération qu'un dossier « standard » au niveau Eurojust peut présenter un dossier « complexe » au niveau national. Les statistiques n'ont finalement plus différencié entre les dossiers « standards » et « complexes » et il a été convenu de remplacer ces notions par celles de dossiers « bilatéraux » et « multilatéraux ». La nouvelle Décision Eurojust pourra avoir comme conséquence qu'un plus grand nombre de dossiers soient transmis au Réseau judiciaire européen, de sorte que le problème des dossiers « complexes » sera moins pertinent à l'avenir.

Une autre remarque concerne la collaboration avec Europol et OLAF. Il est regrettable qu'Eurojust n'ait qu'un accès très restreint aux réseaux analytiques d'Europol, une autorisation des Etats membres impliqués étant nécessaire. Surtout l'Allemagne et la France sont réticentes dans ce contexte. Dans le cadre de l' « Organizational Structure Review », il faudra veiller à ce qu'Eurojust ne soit pas dirigé uniquement par des représentants de grands pays. La désignation d'un directeur administratif exécutant les décisions prises par les 27 Etats membres est également difficile, le troisième directeur administratif endéans quatre ans venant d'être désigné en la personne de l'Allemand Klaus Rackwitz. La problématique des experts nationaux détachés auprès d'Eurojust consiste en ce que ces experts extérieurs sont considérés comme assistants des membres nationaux, ce qui est considéré par un nombre de Membres nationaux comme incompatible, un avis de la Commission européenne s'y opposant également. Les locaux actuels d'Eurojust n'étant plus suffisants, le financement de nouveaux locaux par les Pays-Bas est maintenant assuré. La nouvelle implantation se situe près des tribunaux internationaux et d'Europol.

#### Rapport sur les activités du desk luxembourgeois d'Eurojust en 2010

Le nombre de dossiers ouverts par le desk luxembourgeois en tant que pays requérant a augmenté (39 dossiers en 2009, 61 dossiers en 2010). Ce chiffre pourra diminuer à l'avenir suite à la nouvelle Décision Eurojust et l'augmentation de dossiers transmis au Réseau judiciaire européen. En tant que pays requis, 41 dossiers (56 en 2009) ont été ouverts envers le Luxembourg en 2010.

Le Membre luxembourgeois d'Eurojust fait partie de plusieurs « teams », à savoir :

- le « Counter Terrorism Team »,
- le « Financial and Economic Crimes Teams »,
- le « Brussels Team » et le « Security Committee ».

Il a participé en outre au comité sélectionnant le nouveau directeur administratif d'Eurojust et à plusieurs autres comités internes d'Eurojust.

Suite à une demande du Représentant spécial d'Interpol auprès de l'Union européenne, le Membre luxembourgeois d'Eurojust a établi les contacts en vue d'une coopération future entre les deux organisations.

En ce qui concerne la problématique VOIP/SKYPE, le Membre luxembourgeois d'Europol défend les intérêts nationaux face à ses 26 collègues.

#### La nouvelle Décision Eurojust

Entrée en vigueur le 4 juin 2009, la nouvelle Décision d'Eurojust du 16 décembre 2008 a comme but de durcir la lutte contre la criminalité grave et organisée. Les

Etats membres disposaient de deux ans pour se mettre en conformité, soit jusqu'au 4 juin 2011. Le Luxembourg, tout comme la moitié des autres Etats membres, n'a pas encore transposé cette Décision du Conseil.

Eurojust a mis en œuvre des dispositions de la nouvelle Décision Eurojust, entre autres en créant le Dispositif permanent de coordination. Eurojust est désormais accessible en permanence, moyennant un seul numéro de téléphone, à tous les magistrats des Etats membres.

L'ENCS (Eurojust National Coordination System) lie les magistrats et Eurojust en matière de lutte contre le terrorisme. Le Luxembourg a mis en place ce dispositif.

L'article 13 prévoyant l'information obligatoire d'Eurojust sur certains dossiers a été mis en œuvre par le Luxembourg, y inclus les aspects informatiques.

Sur le plan législatif, certaines dispositions de la nouvelle Décision Eurojust, dont des transferts de pouvoir à l'organisme international, restent à transposer.

#### Articles 85 et 86 du Traité de Lisbonne

Les articles 85 et 86 du Traité de Lisbonne ouvrent la voie d'un possible déclenchement d'enquêtes pénales par Eurojust et de l'institution d'un Parquet européen. Les discussions y afférentes sont en cours, un certain nombre d'Etats membres s'opposant à la création d'un Procureur européen.

L'article 85 associant le Parlement européen et les Parlements nationaux à l'évaluation des activités d'Eurojust et disposant que le Parlement européen et le Conseil déterminent la structure et le fonctionnement d'Eurojust, une étude commandée par la Commission européenne dresse trois cas de figure, dont la version maximaliste va jusqu'à la disparition des desks nationaux. Le même scénario prévoit la présentation du rapport d'évaluation devant les Parlements nationaux. Le Membre luxembourgeois d'Eurojust se félicite du fait que la présentation du rapport annuel d'Eurojust à la Chambre des Députés est déjà devenue une habitude.

#### Présentation de deux dossiers concrets

Eurojust a conclu un accord de coopération avec l'Islande. Un procureur islandais a contacté le Membres luxembourgeois d'Eurojust au sujet de l'enquête sur la banque Kaupthing S.A. menée dans plusieurs pays. Une réunion de coordination a eu lieu et les demandes d'entraide ont été exécutées, impliquant 50 agents de la Police Grand-Ducale, 10 agents de la Police britannique et 10 agents de la Police islandaise.

Un autre dossier avait pour objet le trafic d'être humains entre l'Estonie et le Luxembourg. Une enquête en Estonie a détecté que des jeunes filles étaient transférées au Luxembourg et en Grèce. Dans une première étape, un dossier national luxembourgeois a été ouvert sur la base d'un échange d'informations spontané. Une opération d'infiltration demandée par l'Estonie n'a pas abouti, les conditions sécuritaires étant trop délicates. Lors d'une perquisition, les dossiers de 143 femmes ont été saisis, le tri étant fait ensemble avec les autorités estoniennes.

#### Débat

Le Membre luxembourgeois d'Eurojust répond aux questions posées par les députés. Les éléments suivants peuvent être retenus de la discussion.

Le Membre luxembourgeois d'Eurojust a été contacté deux fois par l'OLAF dans le cadre de deux affaires de corruption en Italie. L'exécution des demandes d'entraide s'est déroulée sans problème. Dans le passé, d'autres dossiers ont été plus difficiles. Il faut savoir que l'OLAF est compétent pour les enquêtes administratives pouvant engendrer des sanctions disciplinaires. Dans la vue des magistrats, les enquêtes prennent une autre envergure. Une réorganisation de l'OLAF peut améliorer la situation. Il semble que l'OLAF se voit comme candidat pour la fonction de Procureur européen, bien que l'article 86 du Traité de Lisbonne contienne une référence à l'Eurojust. Le Président de la commission fait remarquer que ce sujet peut intéresser la COSAC en vue de sensibiliser les Parlements nationaux.

Le Membre luxembourgeois d'Eurojust commente la collaboration avec Europol. Il regrette qu'Eurojust ne puisse pas obliger les magistrats d'un Etat membre de coopérer, mais il est d'avis que ceci n'est pas le résultat d'un manque de volonté politique, mais plutôt du souci des magistrats de boucler leurs dossiers le plus vite possible. En ce qui concerne une demande concrète soumise à Europol, il a en effet pris deux mois avant qu'Europol ait pris une décision sur la question de savoir dans quel cadre il fallait procéder.

**Uniquement pour les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration:**

2. **6329 Projet de règlement grand-ducal relatif à la participation du Luxembourg à la mission d'observation de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe des élections présidentielles au Kirghizistan - adoption d'un projet d'avis à l'intention de la Conférence des Présidents**

Le projet d'avis est adopté à l'unanimité.

3. **Adoption des projets de procès-verbal des réunions du 27 juin, du 4 et du 11 juillet 2011, du 14 et 26 septembre 2011.**

Les projets de procès-verbal sont adoptés.

4. **Dossiers européens:  
- adoption de la liste des documents transmis par les institutions européennes entre le 1er et le 7 octobre 2011**

La liste des documents est adoptée avec la modification suivante : le dossier SEC(2011) 481 est transmis à la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.

M. Marc Angel est nommé Rapporteur pour les dossiers COM(2011) 598, SEC(2011) 501, SEC(2011) 503 et SEC(2011) 504.

Le secrétariat est chargé de vérifier si des Parlements d'autres Etats membres ont déjà communiqué des avis sur le document COM(2011) 121 et de transmettre le cas échéant les avis à la Commission des Finances.

**5. Divers**

La commission convient de reporter le déjeuner à l'Ambassade de la République d'Italie prévu pour le jeudi 13 octobre 2011, la Conférence des Présidents ayant décidé d'avancer le début de la séance plénière à 14 heures.

Luxembourg, le 23 novembre 2011

La secrétaire,  
Rita Brors

Le Président de la Commission des Affaires  
étrangères et européennes, de la Défense,  
de la Coopération et de l'Immigration,  
Ben Fayot

La Présidente de la Commission juridique,  
Christine Doerner





## CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2010-2011

RB

### Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration et Commission juridique

#### Procès-verbal de la réunion du 10 octobre 2011

##### ORDRE DU JOUR :

1. Présentation du Rapport annuel d'Eurojust par M. Carlos Zeyen, Membre luxembourgeois auprès d'Eurojust.
2. Uniquement pour les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration:
  - 6329 Projet de règlement grand-ducal relatif à la participation du Luxembourg à la mission d'observation de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe des élections présidentielles au Kirghizistan  
- adoption d'un projet d'avis à l'intention de la Conférence des Présidents
3. Adoption des projets de procès-verbal des réunions du 27 juin, du 4 et du 11 juillet 2011, du 14 et 26 septembre 2011.
4. Dossiers européens:  
- adoption de la liste des documents transmis par les institutions européennes entre le 1er et le 7 octobre 2011
5. Divers

\*

Présents : M. Marc Angel, M. Xavier Bettel, M. Fernand Boden, M. Félix Braz, M. Félix Eischen, Mme Lydie Err, M. Ben Fayot, M. Norbert Hauptert, M. Fernand Kartheiser, Mme Martine Mergen, M. Marcel Oberweis, Mme Lydie Polfer, membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Xavier Bettel, M. Félix Braz, Mme Christine Doerner, Mme Lydie Err, M. Paul-Henri Meyers, Mme Lydie Polfer, M. Gilles Roth, membres de la Commission juridique

M. Carlos Zeyen, Membre luxembourgeois auprès d'Eurojust

Mme Katia Kremer, Ministère de la Justice

Mme Rita Brors, Service des Relations internationales

M. Jean-Paul Bever, Service des Relations publiques

Excusés : Mme Nancy Arendt épouse Kemp, Mme Lydia Mutsch, membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Léon Gloden, membre de la Commission juridique

\*

Présidence : M. Ben Fayot, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Mme Christine Doerner, Présidente de la Commission juridique

\*

## **1. Présentation du Rapport annuel d'Eurojust par M. Carlos Zeyen, Membre luxembourgeois auprès d'Eurojust.**

Le Membre luxembourgeois auprès d'Eurojust présente brièvement la mission d'Eurojust pour commenter ensuite le Rapport Eurojust 2010 et le Rapport sur les activités du desk luxembourgeois d'Eurojust en 2010. Les deux Rapports avaient été communiqués aux membres des deux commissions par courrier électronique. L'orateur évoque ensuite la nouvelle Décision Eurojust ainsi que les articles 85 et 86 du traité de Lisbonne, et présente deux dossiers concrets.

Eurojust a été fondé pour rendre plus efficace les systèmes judiciaires des 27 Etats membres compte tenu de la libre circulation des biens, des personnes et des services et dans le but de renforcer la lutte contre le crime organisé. En 1999, le Conseil de Tampere a créé le Réseau judiciaire européen, le principe de reconnaissance mutuelle et Eurojust. Les missions principales d'Eurojust sont l'amélioration de la coopération judiciaire, la coordination d'instruction et d'enquêtes transfrontalières, l'échange d'information et l'émission de recommandations dans le cas où l'entraide ne fonctionne pas dans un pays récurrent.

### Rapport Eurojust 2010

En 2010, plus de 1.400 dossiers ont été ouverts. Vu la situation au 30 septembre 2011, ce chiffre pourra atteindre 1.500 pour l'année 2011. La Grande-Bretagne, l'Allemagne et l'Italie figurent parmi les Etats membres introduisant le plus grand nombre de demandes. Pour la plus grande partie des Etats membres, le nombre de dossiers ouverts comme pays requérant correspond au nombre de dossiers introduits comme pays requis, avec l'exception de l'Espagne où le nombre de dossiers ouverts comme pays requis prédomine. Le type de criminalité s'étend du commerce illicite de drogues jusqu'à la fraude et les délits fiscaux. Entre 20 et 30 dossiers par an ont trait au terrorisme.

La présentation des chiffres d'Eurojust a été l'objet d'un différend avec le Conseil qui a critiqué le grand nombre de dossiers « standards », tandis que les missions

d'Eurojust se limitent aux dossiers « complexes ». Or, les statistiques ne font que refléter la qualité des dossiers transmis par les Etats membres. Il faut aussi prendre en considération qu'un dossier « standard » au niveau Eurojust peut présenter un dossier « complexe » au niveau national. Les statistiques n'ont finalement plus différencié entre les dossiers « standards » et « complexes » et il a été convenu de remplacer ces notions par celles de dossiers « bilatéraux » et « multilatéraux ». La nouvelle Décision Eurojust pourra avoir comme conséquence qu'un plus grand nombre de dossiers soient transmis au Réseau judiciaire européen, de sorte que le problème des dossiers « complexes » sera moins pertinent à l'avenir.

Une autre remarque concerne la collaboration avec Europol et OLAF. Il est regrettable qu'Eurojust n'ait qu'un accès très restreint aux réseaux analytiques d'Europol, une autorisation des Etats membres impliqués étant nécessaire. Surtout l'Allemagne et la France sont réticentes dans ce contexte. Dans le cadre de l' « Organizational Structure Review », il faudra veiller à ce qu'Eurojust ne soit pas dirigé uniquement par des représentants de grands pays. La désignation d'un directeur administratif exécutant les décisions prises par les 27 Etats membres est également difficile, le troisième directeur administratif endéans quatre ans venant d'être désigné en la personne de l'Allemand Klaus Rackwitz. La problématique des experts nationaux détachés auprès d'Eurojust consiste en ce que ces experts extérieurs sont considérés comme assistants des membres nationaux, ce qui est considéré par un nombre de Membres nationaux comme incompatible, un avis de la Commission européenne s'y opposant également. Les locaux actuels d'Eurojust n'étant plus suffisants, le financement de nouveaux locaux par les Pays-Bas est maintenant assuré. La nouvelle implantation se situe près des tribunaux internationaux et d'Europol.

#### Rapport sur les activités du desk luxembourgeois d'Eurojust en 2010

Le nombre de dossiers ouverts par le desk luxembourgeois en tant que pays requérant a augmenté (39 dossiers en 2009, 61 dossiers en 2010). Ce chiffre pourra diminuer à l'avenir suite à la nouvelle Décision Eurojust et l'augmentation de dossiers transmis au Réseau judiciaire européen. En tant que pays requis, 41 dossiers (56 en 2009) ont été ouverts envers le Luxembourg en 2010.

Le Membre luxembourgeois d'Eurojust fait partie de plusieurs « teams », à savoir :

- le « Counter Terrorism Team »,
- le « Financial and Economic Crimes Teams »,
- le « Brussels Team » et le « Security Committee ».

Il a participé en outre au comité sélectionnant le nouveau directeur administratif d'Eurojust et à plusieurs autres comités internes d'Eurojust.

Suite à une demande du Représentant spécial d'Interpol auprès de l'Union européenne, le Membre luxembourgeois d'Eurojust a établi les contacts en vue d'une coopération future entre les deux organisations.

En ce qui concerne la problématique VOIP/SKYPE, le Membre luxembourgeois d'Europol défend les intérêts nationaux face à ses 26 collègues.

#### La nouvelle Décision Eurojust

Entrée en vigueur le 4 juin 2009, la nouvelle Décision d'Eurojust du 16 décembre 2008 a comme but de durcir la lutte contre la criminalité grave et organisée. Les

Etats membres disposaient de deux ans pour se mettre en conformité, soit jusqu'au 4 juin 2011. Le Luxembourg, tout comme la moitié des autres Etats membres, n'a pas encore transposé cette Décision du Conseil.

Eurojust a mis en œuvre des dispositions de la nouvelle Décision Eurojust, entre autres en créant le Dispositif permanent de coordination. Eurojust est désormais accessible en permanence, moyennant un seul numéro de téléphone, à tous les magistrats des Etats membres.

L'ENCS (Eurojust National Coordination System) lie les magistrats et Eurojust en matière de lutte contre le terrorisme. Le Luxembourg a mis en place ce dispositif.

L'article 13 prévoyant l'information obligatoire d'Eurojust sur certains dossiers a été mis en œuvre par le Luxembourg, y inclus les aspects informatiques.

Sur le plan législatif, certaines dispositions de la nouvelle Décision Eurojust, dont des transferts de pouvoir à l'organisme international, restent à transposer.

#### Articles 85 et 86 du Traité de Lisbonne

Les articles 85 et 86 du Traité de Lisbonne ouvrent la voie d'un possible déclenchement d'enquêtes pénales par Eurojust et de l'institution d'un Parquet européen. Les discussions y afférentes sont en cours, un certain nombre d'Etats membres s'opposant à la création d'un Procureur européen.

L'article 85 associant le Parlement européen et les Parlements nationaux à l'évaluation des activités d'Eurojust et disposant que le Parlement européen et le Conseil déterminent la structure et le fonctionnement d'Eurojust, une étude commandée par la Commission européenne dresse trois cas de figure, dont la version maximaliste va jusqu'à la disparition des desks nationaux. Le même scénario prévoit la présentation du rapport d'évaluation devant les Parlements nationaux. Le Membre luxembourgeois d'Eurojust se félicite du fait que la présentation du rapport annuel d'Eurojust à la Chambre des Députés est déjà devenue une habitude.

#### Présentation de deux dossiers concrets

Eurojust a conclu un accord de coopération avec l'Islande. Un procureur islandais a contacté le Membres luxembourgeois d'Eurojust au sujet de l'enquête sur la banque Kaupthing S.A. menée dans plusieurs pays. Une réunion de coordination a eu lieu et les demandes d'entraide ont été exécutées, impliquant 50 agents de la Police Grand-Ducale, 10 agents de la Police britannique et 10 agents de la Police islandaise.

Un autre dossier avait pour objet le trafic d'être humains entre l'Estonie et le Luxembourg. Une enquête en Estonie a détecté que des jeunes filles étaient transférées au Luxembourg et en Grèce. Dans une première étape, un dossier national luxembourgeois a été ouvert sur la base d'un échange d'informations spontané. Une opération d'infiltration demandée par l'Estonie n'a pas abouti, les conditions sécuritaires étant trop délicates. Lors d'une perquisition, les dossiers de 143 femmes ont été saisis, le tri étant fait ensemble avec les autorités estoniennes.

#### Débat

Le Membre luxembourgeois d'Eurojust répond aux questions posées par les députés. Les éléments suivants peuvent être retenus de la discussion.

Le Membre luxembourgeois d'Eurojust a été contacté deux fois par l'OLAF dans le cadre de deux affaires de corruption en Italie. L'exécution des demandes d'entraide s'est déroulée sans problème. Dans le passé, d'autres dossiers ont été plus difficiles. Il faut savoir que l'OLAF est compétent pour les enquêtes administratives pouvant engendrer des sanctions disciplinaires. Dans la vue des magistrats, les enquêtes prennent une autre envergure. Une réorganisation de l'OLAF peut améliorer la situation. Il semble que l'OLAF se voit comme candidat pour la fonction de Procureur européen, bien que l'article 86 du Traité de Lisbonne contienne une référence à l'Eurojust. Le Président de la commission fait remarquer que ce sujet peut intéresser la COSAC en vue de sensibiliser les Parlements nationaux.

Le Membre luxembourgeois d'Eurojust commente la collaboration avec Europol. Il regrette qu'Eurojust ne puisse pas obliger les magistrats d'un Etat membre de coopérer, mais il est d'avis que ceci n'est pas le résultat d'un manque de volonté politique, mais plutôt du souci des magistrats de boucler leurs dossiers le plus vite possible. En ce qui concerne une demande concrète soumise à Europol, il a en effet pris deux mois avant qu'Europol ait pris une décision sur la question de savoir dans quel cadre il fallait procéder.

**Uniquement pour les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration:**

2. **6329 Projet de règlement grand-ducal relatif à la participation du Luxembourg à la mission d'observation de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe des élections présidentielles au Kirghizistan - adoption d'un projet d'avis à l'intention de la Conférence des Présidents**

Le projet d'avis est adopté à l'unanimité.

3. **Adoption des projets de procès-verbal des réunions du 27 juin, du 4 et du 11 juillet 2011, du 14 et 26 septembre 2011.**

Les projets de procès-verbal sont adoptés.

4. **Dossiers européens:  
- adoption de la liste des documents transmis par les institutions européennes entre le 1er et le 7 octobre 2011**

La liste des documents est adoptée avec la modification suivante : le dossier SEC(2011) 481 est transmis à la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.

M. Marc Angel est nommé Rapporteur pour les dossiers COM(2011) 598, SEC(2011) 501, SEC(2011) 503 et SEC(2011) 504.

Le secrétariat est chargé de vérifier si des Parlements d'autres Etats membres ont déjà communiqué des avis sur le document COM(2011) 121 et de transmettre le cas échéant les avis à la Commission des Finances.

**5. Divers**

La commission convient de reporter le déjeuner à l'Ambassade de la République d'Italie prévu pour le jeudi 13 octobre 2011, la Conférence des Présidents ayant décidé d'avancer le début de la séance plénière à 14 heures.

Luxembourg, le 23 novembre 2011

La secrétaire,  
Rita Brors

Le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration,  
Ben Fayot

La Présidente de la Commission juridique,  
Christine Doerner

6329

**MEMORIAL**  
Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



**MEMORIAL**  
Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

---

**RECUEIL DE LEGISLATION**

---

**A — N° 219**

**28 octobre 2011**

---

**S o m m a i r e**

**Règlement grand-ducal du 23 octobre 2011 concernant l'acidification des moûts de raisins et des vins provenant de la récolte 2011 . . . . . page **3770****

**Règlement grand-ducal du 23 octobre 2011 concernant la surveillance et la lutte contre la diarrhée virale bovine et la maladie des muqueuses bovines . . . . . **3770****

**Règlement grand-ducal du 23 octobre 2011 fixant certaines dispositions applicables aux vins provenant de la récolte 2011 . . . . . **3772****

**Règlement grand-ducal du 23 octobre 2011 relatif à la participation du Luxembourg à la mission d'observation de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe des élections présidentielles en Kirghizistan . . . . . **3772****

**Règlement grand-ducal du 24 octobre 2011 déterminant le contenu et la fréquence des mesures et examens de médecine scolaire et le fonctionnement de l'équipe médico-socio-scolaire . . . . **3773****

**Convention supprimant l'exigence de la légalisation des actes publics étrangers, conclue à La Haye, le 5 octobre 1961 – Désignation d'autorités par l'Italie . . . . . **3780****

**Convention concernant la compétence, la loi applicable, la reconnaissance, l'exécution et la coopération en matière de responsabilité parentale et de mesures de protection des enfants, conclue à La Haye, le 19 octobre 1996 – Adhésion de Malte . . . . . **3780****

**Règlement grand-ducal du 23 octobre 2011 concernant l'acidification des moûts de raisins et des vins provenant de la récolte 2011.**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi du 12 août 2003 portant réorganisation de l'Institut viti-vinicole;

Vu le règlement (CE) n° 1234/2007 portant organisation commune des marchés dans le secteur agricole et dispositions spécifiques en ce qui concerne certains produits de ce secteur, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 491/2009 du Conseil du 25 mai 2009;

Vu le règlement (CE) n° 606/2009 de la Commission du 10 juillet 2009 fixant certaines modalités d'application du règlement (CE) n° 479/2008 du Conseil en ce qui concerne les catégories de produits de la vigne, les pratiques œnologiques et les restrictions qui s'y appliquent;

Vu l'avis de la Chambre d'Agriculture;

Vu l'avis de la Chambre de Commerce;

Vu l'article 2 (1) de la loi du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'Etat et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

**Art. 1<sup>er</sup>.** L'acidification des raisins frais, du moût de raisins, du moût de raisins partiellement fermenté, du vin nouveau encore en fermentation et du vin provenant de la récolte 2011 est autorisée dans les limites visées à l'annexe XVbis, point C., paragraphes 2 et 3 du règlement (CE) n° 1234/2007 portant organisation commune des marchés dans le secteur agricole et dispositions spécifiques en ce qui concerne certains produits de ce secteur, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 491/2009 du Conseil du 25 mai 2009.

**Art. 2.** Notre Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

*Le Ministre de l'Agriculture,  
de la Viticulture  
et du Développement rural,*  
**Romain Schneider**

Château de Berg, le 23 octobre 2011.  
**Henri**

**Règlement grand-ducal du 23 octobre 2011 concernant la surveillance et la lutte contre la diarrhée virale bovine et la maladie des muqueuses bovines.**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi modifiée du 29 juillet 1912 concernant la police sanitaire du bétail et l'amélioration des chevaux, des bêtes à cornes et des porcs;

Vu l'avis de la Chambre d'Agriculture;

Vu l'avis du Collège Vétérinaire;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Les mesures sanitaires de surveillance et de lutte contre la diarrhée virale bovine et la maladie des muqueuses bovines, ci-après dénommées «BVD/MD», s'appliquent à tout site d'élevage, d'engraissement ou de mulsion bovin situé sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg.

**Art. 2.** Aux fins du présent règlement, on entend par:

- 1) troupeau bovin:** l'ensemble des animaux gardés dans un site d'élevage, d'engraissement ou de mulsion bovin comme une unité épidémiologique;
- 2) site d'élevage, d'engraissement ou de mulsion bovin:** établissement ou enclos situé au Grand-Duché de Luxembourg, servant à l'élevage ou à l'engraissement ou à la mulsion de vaches;
- 3) statut sanitaire BVD/MD d'un bovin:** résultat de l'épreuve d'identification agréée de l'agent pathogène auquel l'animal a été soumis;
- 4) bovin non suspect de la BVD/MD:**
  - a) tout bovin soumis à une épreuve d'identification agréée de l'agent pathogène et dont le résultat s'est révélé négatif,
  - b) toute vache ayant donné naissance à un veau qui a été soumis avec un résultat négatif à une épreuve d'identification agréée de l'agent pathogène;

- 5) bovin suspect de la BVD/MD:** tout bovin non soumis à une épreuve d'identification agréée de l'agent pathogène;
- 6) bovin infecté permanent immunotolérant:**
- a) tout bovin soumis à une épreuve d'identification agréée de l'agent pathogène dont le résultat s'est révélé positif et
    - qui a donné un deuxième résultat positif au plus tard 60 jours après la première analyse au cours d'une épreuve d'identification agréée de l'agent pathogène,
    - pour lequel une deuxième épreuve d'identification agréée de l'agent pathogène n'a pas été effectuée 60 jours après la première,
  - b) toute descendance dont la mère répond aux exigences sous a);
- 7) responsable d'un site d'élevage, d'engraissement ou de mulsion bovin:** toute personne physique ou morale, qui a la propriété sur le bovin ou qui est chargée de pourvoir à son entretien, que ce soit à titre onéreux ou non;
- 8) épreuve d'identification agréée de l'agent pathogène:** méthode d'analyse reconnue par l'Administration des services vétérinaires;
- 9) centre d'engraissement:** exploitation dans laquelle les bovins sont détenus en permanence dans des bâtiments clos et dont tous les bovins sont destinés exclusivement à l'abattage.

**Art. 3.** Afin de déterminer le statut sanitaire d'un animal en ce qui concerne la BVD/MD, un échantillon de cet animal est à soumettre à une épreuve d'identification agréée de l'agent pathogène.

**Art. 4.** L'Administration des services vétérinaires peut ordonner ou interdire la vaccination d'un animal ou d'un troupeau lorsque la situation épidémiologique l'exige.

**Art. 5.** (1) Seuls les bovins non suspects de la BVD/MD peuvent:

- quitter une exploitation ou être introduits dans une exploitation,
- participer à des foires ou à des expositions ou,
- être déplacés vers des endroits où d'autres bovins sont détenus.

(2) Les conditions énumérées au paragraphe (1) ne s'appliquent ni aux bovins à destination directe de l'abattoir ni aux bovins à destination d'un centre d'engraissement.

(3) Les bovins suspects de la BVD/MD ne peuvent être transportés avec d'autres bovins sauf si tous les bovins sont destinés à l'abattage immédiat dans le même abattoir ou à l'engraissement dans le même centre d'engraissement.

**Art. 6.** (1) Dès la confirmation qu'un bovin est un bovin infecté permanent immunotolérant, il doit être éliminé dans les dix jours de cette confirmation.

(2) Un bovin infecté permanent immunotolérant peut être abattu pour la consommation humaine. Dans ce cas, il ne peut être transporté vers un abattoir qu'avec des bovins qui sont également destinés à l'abattage immédiat dans le même abattoir.

(3) Lorsque l'état d'infection permanente immunotolérante est établi pour un bovin déterminé, l'Administration des services vétérinaires procède à une enquête épidémiologique et retrace la mère et la descendance du bovin en question.

**Art. 7.** Les infractions aux dispositions des articles 3, 5 et 6 du présent règlement sont punies d'un emprisonnement de 8 jours à 3 mois et d'une amende de 251 à 4.000 euros, ou d'une de ces peines seulement.

**Art. 8.** Notre Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

*Le Ministre de l'Agriculture,  
de la Viticulture  
et du Développement rural,  
Romain Schneider*

Château de Berg, le 23 octobre 2011.  
**Henri**

**Règlement grand-ducal du 23 octobre 2011 fixant certaines dispositions applicables  
aux vins provenant de la récolte 2011.**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi du 12 août 2003 portant réorganisation de l'Institut viti-vinicole;

Vu le règlement (CE) n° 1234/2007 portant organisation commune des marchés dans le secteur agricole et dispositions spécifiques en ce qui concerne certains produits de ce secteur, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 491/2009 du Conseil du 25 mai 2009;

Vu le règlement (CE) n° 606/2009 de la Commission du 10 juillet 2009 fixant certaines modalités d'application du règlement (CE) n° 479/2008 du Conseil en ce qui concerne les catégories de produits de la vigne, les pratiques œnologiques et les restrictions qui s'y appliquent;

Vu l'avis de la Chambre d'Agriculture;

Vu l'avis de la Chambre de Commerce;

Vu l'article 2 (1) de la loi du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'Etat et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

**Art. 1<sup>er</sup>.** (1) L'augmentation du titre alcoométrique volumique naturel des raisins frais, du moût de raisins, du moût de raisins partiellement fermenté et du vin nouveau encore en fermentation provenant de la récolte 2011, est autorisée dans la limite de 3% vol pour tous les cépages, sans que toutefois les titres alcoométriques totaux après enrichissement puissent dépasser les maxima fixés à l'article 2 du règlement grand-ducal du 15 septembre 2010 fixant certaines modalités en ce qui concerne les pratiques œnologiques.

(2) Les opérations d'enrichissement peuvent être réalisées en plusieurs fois, mais en aucun cas après le 16 mars qui suit la récolte des vins concernés.

**Art. 2.** Notre Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

*Le Ministre de l'Agriculture,  
de la Viticulture  
et du Développement rural,*  
**Romain Schneider**

Château de Berg, le 23 octobre 2011.  
**Henri**

**Règlement grand-ducal du 23 octobre 2011 relatif à la participation du Luxembourg à la mission  
d'observation de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe des élections  
présidentielles en Kirghizistan.**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi modifiée du 27 juillet 1992 relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à des opérations pour le maintien de la paix (OMP) dans le cadre d'organisations internationales, et notamment son article 1<sup>er</sup>;

Vu la décision du Gouvernement en Conseil du 14 septembre 2011 et après consultation le 12 septembre 2011 de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration de la Chambre des Députés;

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'avis de la Conférence des Présidents de la Chambre des Députés;

Sur le rapport de Notre Ministre des Affaires étrangères et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Le Gouvernement luxembourgeois participera à la mission d'observation de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) des élections présidentielles au Kirghizistan qui se tiendront le 30 octobre 2011. Il enverra à cet effet un contingent d'observateurs limité à 3 au maximum dont la mission portera sur une durée maximale de deux semaines.

**Art. 2.** Les observateurs pourront être redéployés au cas où un second tour des élections locales devra être tenu et seulement si une nouvelle mission d'observation sera organisée à cet effet par l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE). La mission aura une durée maximale de deux semaines. Le Gouvernement luxembourgeois enverra, à cet effet et selon leur disponibilité, les mêmes observateurs.

**Art. 3.** Le statut des membres du contingent luxembourgeois est défini conformément aux articles 5 et suivants de la loi du 27 juillet 1992 relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à des opérations pour le maintien de la paix (OMP) dans le cadre d'organisations internationales.

**Art. 4.** Notre Ministre des Affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent règlement, qui entrera en vigueur le jour de sa publication au Mémorial.

*Le Ministre des Affaires étrangères,*  
**Jean Asselborn**

Château de Berg, le 23 octobre 2011.  
**Henri**

Doc. parl. 6329; sess. ord. 2010-2011.

**Règlement grand-ducal du 24 octobre 2011 déterminant le contenu et la fréquence des mesures et examens de médecine scolaire et le fonctionnement de l'équipe médico-socio-scolaire.**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi modifiée du 2 décembre 1987 portant réglementation de la médecine scolaire et notamment ses articles 5 et 6;

Vu l'avis du Collège médical;

Vu l'avis du Conseil supérieur de certaines professions de santé;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre de la Santé, de Notre Ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle, de Notre Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Pour assurer une approche globale de la santé des élèves, le présent règlement agit selon deux axes d'intervention prioritaires:

- la promotion de la santé et l'éducation à la santé,
- la surveillance médico-socio-scolaire.

**Art. 2.** La promotion de la santé et l'éducation à la santé en milieu scolaire se font en accord avec les recommandations de l'Organisation Mondiale de la Santé, les lignes directrices et les stratégies européennes et nationales de santé publique et de santé des enfants et adolescents.

Elles peuvent être prises par tout acteur de la communauté scolaire et s'adressent tant aux élèves qu'aux membres de la communauté scolaire des établissements publics et privés de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire.

Elles se réalisent selon une approche intersectorielle en étroite collaboration avec la communauté scolaire, les communes et des organismes extrascolaires actifs dans des domaines spécifiques de la santé.

**Art. 3.** La surveillance médico-sociale comprend les mesures et examens de médecine scolaire énumérés ci-après, auxquels il est procédé systématiquement ou selon les besoins:

- l'entretien de santé;
- les tests et mesures de dépistage, de contrôle systématiques, les examens bucco-dentaires, le bilan visuel et le bilan auditif;
- le bilan de santé, y compris le volet social;
- la surveillance et le contrôle des problèmes détectés.

**Art. 4.** La surveillance médico-socio-scolaire à laquelle sont soumis systématiquement tous les élèves en vertu de l'article 2 de la loi modifiée portant réglementation de la médecine scolaire est réalisée selon le plan suivant:

1. Pour les élèves de l'enseignement fondamental:

Au niveau des cycles 1-1, 1-2, 2-2, 3-2, 4-2: tests et mesures de dépistage et de contrôle systématique, bilan de santé, bilan visuel, bilan auditif.

Les examens bucco-dentaires sont réalisés annuellement.

2. Pour les élèves de l'enseignement secondaire:

2.1. Enseignement secondaire général

Au niveau des classes de 6<sup>ième</sup>, 4<sup>ième</sup> et 2<sup>ième</sup>: tests et mesures de dépistage et de contrôle systématique, bilan de santé, bilan visuel, bilan auditif, examen bucco-dentaire.

2.2. Enseignement secondaire technique

Au niveau des classes de 8<sup>ième</sup>, 10<sup>ième</sup> et 12<sup>ième</sup>: tests et mesures de dépistage et de contrôle systématique, bilan de santé, bilan visuel, bilan auditif, examen bucco-dentaire.

3. Les élèves qui n'ont pas été examinés conformément au plan prévu aux paragraphes 1. et 2. sont soumis à la surveillance médico-socio-scolaire au cours de l'année scolaire suivante.

4. Les élèves recevant un enseignement à domicile doivent se soumettre aux tests, mesures et bilans systématiques prévus pour les élèves d'un niveau scolaire équivalent.

5. Les élèves qui fréquentent des classes de l'éducation différenciée sont examinés annuellement sous forme de bilan de santé. L'examen bucco-dentaire est effectué annuellement.
6. Les élèves nouvellement installés au Luxembourg sont soumis à un examen médico-socio-scolaire au cours des trois premiers mois de leur scolarisation. Le contenu de l'examen correspond à l'âge de l'élève. Dès leur scolarisation, les élèves visés au présent paragraphe sont signalés à l'équipe médico-socio-scolaire par le président du comité d'école en ce qui concerne l'enseignement fondamental et par le directeur du lycée en ce qui concerne l'enseignement secondaire et secondaire technique.

**Art. 5.** Lorsque l'état de santé physique, psychique ou social de l'élève le requiert, le médecin de l'équipe médico-socio-scolaire peut soumettre l'élève à un ou plusieurs examens médicaux supplémentaires visés aux articles 7 et 8.

**Art. 6.** Les parents respectivement les personnes investies de l'autorité parentale à l'égard des enfants mineurs ainsi que les élèves majeurs sont informés au préalable de la réalisation de la surveillance médico-socio-scolaire ainsi que de la période pendant laquelle elle est effectuée.

Les parents respectivement la personne investie de l'autorité parentale sont invités à accompagner l'enfant mineur lors de la surveillance médico-sociale dans le 1<sup>er</sup> cycle de l'enseignement fondamental.

Les parents respectivement les personnes investies de l'autorité parentale à l'égard des enfants mineurs ainsi que les élèves majeurs sont informés des résultats des examens médicaux scolaires.

**Art. 7.** Les tests et mesures de dépistage et de contrôle systématiques comprennent:

- les tests biométriques: le contrôle de la taille et du poids, le calcul de l'indice de masse corporelle, ci-après «BMI» (Body Mass Index),
- le contrôle de la vision, de l'audition,
- un test urinaire avec recherche de glucose, d'albumine et de sang,
- le contrôle des vaccinations.

Les tests et mesures de dépistage visés ci-dessus sont effectués par un membre de l'équipe médico-socio-scolaire.

Dans les classes du 1<sup>er</sup> cycle de l'enseignement fondamental, les contrôles de la vision (bilan visuel) sont assurés par le service orthoptique et pléoptique (SOP) de la direction de la Santé et ceux de l'audition (bilan auditif) sont assurés par le service audiophonologique (SAP) de la direction de la Santé.

Les élèves admis dans une classe de l'éducation différenciée sans avoir fréquenté la 1<sup>ère</sup> ou 2<sup>ème</sup> année du 1<sup>er</sup> cycle de l'enseignement fondamental sont signalés par la Commission médico-psycho-pédagogique nationale au service orthoptique et pléoptique et au service audiophonologique afin de bénéficier des contrôles sus-mentionnés.

**Art. 8.** Le bilan de santé comprend:

- 1) un entretien individuel, adapté à l'âge et aux besoins de l'élève, destiné à faciliter l'établissement de l'anamnèse et à permettre de conseiller efficacement l'élève.
- 2) des éléments cliniques:
  - a) l'anamnèse
 

Le médecin scolaire recueille des renseignements sur la santé de l'élève auprès des parents respectivement auprès de la personne investie de l'autorité parentale et/ou auprès de l'enfant, de l'adolescent ou de l'élève majeur, ainsi que par l'intermédiaire du carnet de santé de l'élève et/ou d'un questionnaire confidentiel.

L'anamnèse porte essentiellement sur:

    - les antécédents familiaux et héréditaires;
    - les antécédents pathologiques personnels;
    - les modes de vie tels que: alimentation, activité physique, sommeil, loisirs, santé sexuelle;
    - l'environnement familial et social;
    - l'hygiène personnelle;
    - les comportements à risque;
    - les éventuels traitements en cours;
  - b) les tests et mesures de dépistage et de contrôle systématiques tels que définis à l'article 7;
  - c) l'examen médical est effectué par le médecin de l'équipe médico-socio-scolaire. Il se fait de façon standardisée. Il est ciblé sur certains aspects prioritaires suivant l'âge, le développement et les besoins spécifiques de l'élève.
- 3) des éléments sociaux:
  - a) l'établissement par l'assistant(e) d'hygiène sociale ou l'assistant(e) social(e) de l'équipe médico-socio-scolaire du bilan social, qui comprend des indications familiales, économiques, culturelles et comportementales;
  - b) l'analyse de la situation sociale de l'élève afin de dépister des problèmes éventuels;
  - c) l'identification, en cas de problèmes sociaux, des ressources de l'élève et de sa famille, des aides disponibles, des services compétents;
  - d) l'énoncé des recommandations, en vue de l'orientation de l'élève, pour résoudre la problématique dépistée.

**Art. 9.** Avant le début des examens médicaux, l'équipe médico-socio-scolaire se concerta avec le personnel enseignant concerné de l'enseignement fondamental. Dans l'enseignement secondaire et secondaire technique, la concertation s'effectue entre l'équipe médico-socio-scolaire et le Service de psychologie et d'orientation scolaires et, au besoin, avec le personnel enseignant concerné.

En cas de besoin, le suivi de l'élève s'effectue en étroite collaboration avec les professionnels compétents des services spécialisés et concernés du ministère de l'Education nationale et/ou des communes respectivement des services thérapeutiques favorisant l'intégration scolaire.

A la fin de la réalisation des examens médicaux, l'équipe médico-socio-scolaire réunit les personnes concernées en vue de leur transmettre les informations qui s'imposent pour la santé et le bien-être de l'élève dans l'enceinte scolaire, sa réussite scolaire et son épanouissement personnel.

Les parents respectivement les personnes investies de l'autorité parentale, le personnel enseignant ou des services de psychologie et d'orientation scolaires (SPOS) veillent à signaler à l'équipe médico-socio-scolaire les élèves ayant des problèmes de santé.

Pour les élèves présentant des troubles de la santé, dans le but de soutenir la bonne gestion de leurs déficiences et de promouvoir leur bien-être et leur épanouissement personnel, une collaboration est établie entre l'équipe médico-socio-scolaire, l'élève, les parents, les intervenants médicaux, les intervenants de l'enseignement et, selon le besoin, les autres services concernés.

**Art. 10.** Le contenu sommaire des différents bilans de santé est repris à l'annexe II du présent règlement. Les explications détaillées sur les tests à utiliser et sur le recueil standardisé des données sont retenues dans un guide d'accompagnement élaboré par la division de la médecine scolaire de la direction de la Santé.

**Art. 11.** Les examens bucco-dentaires dans l'enseignement fondamental et l'éducation différenciée sont effectués par le médecin-dentiste. Si un problème bucco-dentaire grave est détecté par le médecin scolaire en dehors des examens bucco-dentaires systématiques, il peut être fait appel aux médecins-dentistes de la direction de la Santé.

**Art. 12.** La surveillance et le contrôle des problèmes détectés comportent la communication aux parents et personnes investies de l'autorité parentale respectivement à l'élève majeur des avis formulés suite à la surveillance médico-socio-scolaire ainsi que le suivi de ces avis.

**Art. 13.** Un carnet médical scolaire individuel est établi par les membres de l'équipe médico-socio-scolaire dès la réalisation du premier examen médical. Les constatations y consignées se font de façon standardisée.

Le carnet médical scolaire est confidentiel et confié à la garde des professionnels de santé de l'équipe médico-socio-scolaire. En cas de changement de domicile ou d'établissement scolaire, il est transmis à l'équipe médico-socio-scolaire qui continue le suivi médico-social.

En fin de scolarité le carnet médical scolaire est remis à l'élève s'il est majeur ou aux parents respectivement à la personne investie de l'autorité parentale s'il est mineur.

**Art. 14.** Chaque membre de l'équipe médico-socio-scolaire exerce ses fonctions en conformité avec les dispositions légales, réglementaires et déontologiques régissant sa profession.

L'équipe médico-socio-scolaire assure la surveillance médico-sociale et participe activement aux études épidémiologiques, aux enquêtes sanitaires, aux programmes de santé, y compris aux actions de promotion et d'éducation à la santé réalisées en milieu scolaire. Elle agit localement en tant qu'initiateur ou collaborateur de projets de santé ensemble avec les partenaires du terrain.

En application du premier alinéa de l'article 6 de la loi modifiée du 2 décembre 1987 portant réglementation de la médecine scolaire, l'agrément de l'équipe médico-socio-scolaire est délivré pour un terme de trois ans renouvelable. L'agrément du médecin scolaire est conditionné par la conclusion d'un contrat précisant les missions du médecin scolaire, la disponibilité pour l'exercice de la médecine scolaire, les modalités de rémunération et la formation continue.

**Art. 15.** Les professionnels de santé de l'équipe médico-socio-scolaire assurent une présence régulière dans les établissements scolaires afin de pouvoir assurer un rôle de référent-santé et d'acteur en promotion de la santé.

**Art. 16.** Un local doit être disponible en permanence pour permettre une présence régulière des professionnels de santé de l'équipe médico-socio-scolaire dans l'établissement scolaire.

**Art. 17.** L'équipe médico-socio-scolaire fait parvenir annuellement au médecin-chef de division de la médecine scolaire un relevé statistique des mesures et examens de médecine scolaire effectués.

Le médecin scolaire adresse annuellement au médecin chef de division un rapport concernant l'état de santé des élèves qu'il a examinés et qui mentionne les problèmes spécifiques rencontrés. Le rapport décrit également l'organisation et le déroulement pratique des activités de médecine scolaire.

Sur base des données visées aux alinéas précédents un rapport sur l'état de santé des élèves est élaboré annuellement. Il sert à identifier des problèmes de santé spécifiques et à définir les priorités d'action en matière de santé scolaire. Une copie du rapport est communiquée au ministère de l'Education nationale et aux administrations communales.

**Art. 18.** Il est créé un comité de santé scolaire qui est chargé de conseiller le ministre ayant dans ses attributions la Santé en matière de surveillance médico-sociale et, pour la promotion de la santé et de l'éducation à la santé, les ministres ayant dans leurs attributions la Santé et l'Education nationale. A la demande du ministre ayant la Santé dans ses attributions et au plus tard tous les cinq ans, le comité de santé scolaire procède au réexamen des mesures et examens prévus au présent règlement en tenant compte des évidences scientifiques et des besoins nationaux.

Le comité de santé scolaire se compose de treize membres choisis en raison de leur compétence et expérience en matière de santé scolaire.

Il est présidé par le médecin chef de division de la médecine scolaire de la direction de la Santé.

Le comité de santé scolaire a pour mission:

- de donner son avis sur toutes les questions scientifiques et techniques ayant trait à la santé scolaire, ainsi que sa mise en œuvre pratique;
- de veiller à l'évaluation et l'adaptation régulières du contenu de la surveillance médico-socio-scolaire;
- d'aviser la politique de santé des enfants et des adolescents et proposer des plans d'action;
- d'élaborer des programmes de formation continue pour les équipes médico-socio-scolaires et les autres intervenants concernés.

Les membres du comité de santé scolaire sont nommés par les ministres ayant respectivement la Santé et l'Education nationale dans leurs attributions tout en veillant à une représentation adéquate des différents intervenants en matière de médecine scolaire.

Le mandat des membres du comité est de quatre ans. Leur mandat est renouvelable.

Le comité se dotera d'un règlement d'ordre intérieur.

Le conseil peut faire appel à des experts.

**Art. 19.** En accord avec le médecin-inspecteur de la direction de la Santé, des mesures d'hygiène et de prophylaxie sont prises chaque fois qu'il y a lieu de prévenir l'apparition ou la propagation d'une maladie transmissible.

Ces mesures comprennent entre autres les examens médicaux requis par la nature de la maladie à éviter ou à combattre, ainsi que l'application des dispositions énoncées dans l'annexe I du présent règlement.

En cas d'épidémie, ce sont les médecins de la direction de la Santé qui, conformément à l'article 10 de la loi du 21 novembre 1980 portant organisation de la direction de la Santé, édictent sous forme d'ordonnance les mesures d'urgence qu'ils jugent nécessaires.

**Art. 20.** Par dérogation aux dispositions de l'article 4, paragraphe 1<sup>er</sup>, les élèves de la 1<sup>ère</sup> année du 2<sup>e</sup> cycle de l'enseignement fondamental sont soumis au courant de l'année scolaire 2011/2012 à un bilan de santé comportant un bilan auditif et un examen bucco-dentaire.

**Art. 21.** Est abrogé le règlement grand-ducal du 21 décembre 1990 déterminant le contenu et la fréquence des mesures et examens de médecine scolaire, tel que modifié.

**Art. 22.** Notre Ministre de la Santé, Notre Ministre de l'Education nationale et Notre Ministre de l'Intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial ensemble avec ses annexes qui en font partie intégrante.

*Le Ministre de la Santé,*  
**Mars Di Bartolomeo**

Palais de Luxembourg, le 24 octobre 2011.  
**Henri**

*La Ministre de l'Education nationale  
et de la Formation professionnelle,*  
**Mady Delvaux-Stehres**

*Le Ministre de l'Intérieur  
et à la Grande Région,*  
**Jean-Marie Halsdorf**

## ANNEXE I

## Durée d'éviction scolaire

	Pour le malade	Pour tout enfant vivant au domicile du malade (éviction comptée à partir de l'isolement du malade)
Coqueluche	– 3 semaines à partir du début de la toux spasmodique – ou 5 jours après traitement par antibiothérapie adaptée	– pas d'éviction si l'enfant a été vacciné
Diphthérie	– jusqu'à guérison clinique	– *
Gale	– 24 heures après le début du traitement	– pas d'éviction
Gastro-entérites infectieuses	– jusqu'à guérison clinique	– pas d'éviction
Grippe	– jusqu'à guérison clinique	– pas d'éviction
Hépatite A	– jusqu'à guérison clinique	– pas d'éviction – mise en route d'une vaccination
Hépatite E	– jusqu'à guérison clinique	– pas d'éviction
Hépatite B	– pas d'éviction	– pas d'éviction
Hépatite C	– pas d'éviction	– pas d'éviction
Méningites à <i>Neisseria meningitidis</i> et à <i>Haemophilus influenzae</i>	– jusqu'à guérison clinique	– pas d'éviction si chimio-prévention
Autres méningites bactériennes et virales	– jusqu'à guérison clinique	– pas d'éviction
Oreillons	– jusqu'à guérison clinique	– pas d'éviction si l'enfant a été vacciné – enfant non vacciné: mise en route immédiate d'une vaccination
Pédiculose	– pas d'éviction si traitement	– pas d'éviction, traitement si présence de poux ou de lentes
Rougeole	– jusqu'à guérison clinique	– pas d'éviction si l'enfant a été vacciné – enfant non vacciné: mise en route immédiate d'une vaccination
Rubéole	– pas d'éviction	– pas d'éviction; dès qu'un cas de rubéole se déclare, les femmes en âge de procréer doivent en être informées
Scarlatine	– 24 heures après le début d'une antibiothérapie	– pas d'éviction
Teigne	– jusqu'à disparition de l'agent pathogène à l'examen microscopique	– pas d'éviction
Tuberculose pulmonaire	– éviction deux semaines après le début d'un traitement adéquat	– pas d'éviction: enquête épidémiologique
Varicelle	– jusqu'à guérison clinique	– pas d'éviction
Infection à HIV	– pas d'éviction	– pas d'éviction

\* avertir immédiatement les autorités sanitaires qui conseilleront les mesures à prendre (Tél. 24785650; en dehors des heures de bureau: tél. 112)

## ANNEXE II

## Contenu des tests et bilans de santé systématiques

Cycle 1-1	Cycle 1-2
Entretien	Entretien
Anamnèse	Anamnèse
Contrôle des vaccinations	Contrôle des vaccinations
Mensurations – Taille – Poids – BMI	Mensurations – Taille – Poids – BMI
Bilan visuel	Bilan visuel
Bilan auditif	Bilan auditif
Tests urinaires – Albumine – Glucose – Sang	Tests urinaires – Albumine – Glucose – Sang
Bilan de santé	Bilan de santé
Examen somatique: – Examen ORL – Thyroïde – Examen cardiaque, TA (si surcharge pondérale) – Examen pulmonaire – Examen abdominal – Appareil squelettique et locomoteur – Organes génitaux – Peau	Examen somatique: – Examen ORL – Thyroïde – Examen cardiaque, TA (si surcharge pondérale) – Examen pulmonaire – Examen abdominal – Appareil squelettique et locomoteur – Organes génitaux – Peau
Examen psychomoteur: – Motricité: globale, fine, équilibre – Langage: élocution, compréhension – Propreté – Orientation temporo-spatiale – Schéma corporel – Comportement psychosocial	Examen psychomoteur: – Motricité: globale, fine, équilibre – Langage: élocution, compréhension – Propreté – Orientation temporo-spatiale – Schéma corporel – Latéralité – Comportement psychosocial
Conseils personnalisés de santé, en particulier: – Alimentation – Activité physique – Prévention accidents – Hygiène	Conseils personnalisés de santé, en particulier: – Alimentation – Activité physique – Prévention accidents – Hygiène
Examen bucco-dentaire	Examen bucco-dentaire

Cycle 2-2	Cycle 3-2	Cycle 4-2
Entretien	Entretien	Entretien
Anamnèse	Anamnèse	Anamnèse
Contrôle des vaccinations	Contrôle des vaccinations	Contrôle des vaccinations
Mensurations: – Taille – Poids – BMI	Mensurations: – Taille – Poids – BMI	Mensurations: – Taille – Poids – BMI
Examen sensoriel : – Bilan auditif – Bilan visuel	Examen sensoriel : – Audition – Vision	Examen sensoriel : – Audition – Vision

Cycle 2-2	Cycle 3-2	Cycle 4-2
Tests urinaires: – Albumine – Glucose – Sang	Tests urinaires: – Albumine – Glucose – Sang	Tests urinaires: – Albumine – Glucose – Sang
Examen somatique: – Examen ORL – Thyroïde – Examen cardiaque, TA (si surcharge pondérale) – Examen pulmonaire – Examen abdominal – Appareil squelettique et locomoteur – Organes génitaux – Peau	Examen somatique: – Examen ORL – Thyroïde – Examen cardiaque, TA (si surcharge pondérale) – Examen pulmonaire – Examen abdominal – Appareil squelettique et locomoteur – Organes génitaux – Peau	Examen somatique: – Examen ORL – Thyroïde – Examen cardiaque, TA – Examen pulmonaire – Examen abdominal – Appareil squelettique et locomoteur – Développement pubertaire – Peau
Santé psychique: – Troubles du comportement – Troubles de l'apprentissage	Santé psychique: – Troubles du comportement – Troubles de l'apprentissage	Santé psychique: – Troubles du comportement – Troubles de l'apprentissage
Conseils personnalisés de santé, en particulier: – Alimentation – Activité physique – Modes de vie – Hygiène – Prévention accidents	Conseils personnalisés de santé, en particulier: – Alimentation – Activité physique – Modes de vie – Hygiène – Prévention accidents	Conseils personnalisés de santé, en particulier: – Alimentation – Activité physique – Modes de vie – Hygiène – Prévention accidents – Comportements à risque – Santé affective et sexuelle
Examen bucco-dentaire	Examen bucco-dentaire	Examen bucco-dentaire
<b>Classe de 6<sup>ième</sup> secondaire général / 8<sup>ième</sup> secondaire technique</b>	<b>Classe de 4<sup>ième</sup> secondaire général / 10<sup>ième</sup> secondaire technique</b>	<b>Classe de 2<sup>ième</sup> secondaire général / 12<sup>ième</sup> secondaire technique)</b>
Entretien	Entretien	Entretien
Anamnèse	Anamnèse	Anamnèse
Contrôle des vaccinations	Contrôle des vaccinations	Contrôle des vaccinations
Mensurations: – Taille – Poids – BMI	Mensurations: – Taille – Poids – BMI	Mensurations: – Taille – Poids – BMI
Examen sensoriel : – Audition – Vision	Examen sensoriel : – Audition – Vision	Examen sensoriel: – Audition – Vision
Tests urinaires: – Albumine – Glucose – Sang	Tests urinaires: – Albumine – Glucose – Sang	Tests urinaires: – Albumine – Glucose – Sang
Examen somatique: – Examen ORL – Thyroïde – Examen cardiaque, TA – Examen pulmonaire – Examen abdominal – Appareil squelettique et locomoteur – Développement pubertaire – Peau	Examen somatique: – Examen ORL – Thyroïde – Examen cardiaque, TA – Examen pulmonaire – Examen abdominal – Appareil squelettique et locomoteur – Développement pubertaire – Peau	Examen somatique: – Examen ORL – Thyroïde – Examen cardiaque, TA – Examen pulmonaire – Examen abdominal – Appareil squelettique et locomoteur – Développement pubertaire – Peau

Classe de 6 <sup>ième</sup> secondaire général / 8 <sup>ième</sup> secondaire technique	Classe de 4 <sup>ième</sup> secondaire général / 10 <sup>ième</sup> secondaire technique	Classe de 2 <sup>ième</sup> secondaire général / 12 <sup>ième</sup> secondaire technique)
Santé psychique: – Troubles du comportement – Apprentissage/concentration	Santé psychique: – Troubles du comportement – Apprentissage/concentration	Santé psychique: – Troubles du comportement – Apprentissage/concentration
Conseils personnalisés de santé, en particulier: – Alimentation – Activité physique – Modes de vie – Prévention accidents – Comportements à risque – Santé affective et sexuelle	Conseils personnalisés de santé, en particulier: – Alimentation – Activité physique – Modes de vie – Prévention accidents – Comportements à risque – Santé affective et sexuelle – Orientation professionnelle	Conseils personnalisés de santé, en particulier: – Alimentation – Activité physique – Modes de vie – Prévention accidents – Comportements à risque – Santé affective et sexuelle
Examen bucco-dentaire	Examen bucco-dentaire	Examen bucco-dentaire

**Convention supprimant l'exigence de la légalisation des actes publics étrangers, conclue à La Haye, le 5 octobre 1961. – Désignation d'autorités par l'Italie.**

Il résulte d'une notification de l'Ambassade Royale des Pays-Bas qu'en date du 8 août 2011 l'Italie a désigné les autorités suivantes en ce qui concerne la Convention désignée ci-dessus:

[...] à compter du 31 mars 2011, l'autorité compétente pour les actes de l'état civil est le préfet territorialement compétent, pour la Vallée d'Aoste le président de la région, et pour les provinces de Trente et de Bolzano le commissaire du gouvernement.

**Convention concernant la compétence, la loi applicable, la reconnaissance, l'exécution et la coopération en matière de responsabilité parentale et de mesures de protection des enfants, conclue à La Haye, le 19 octobre 1996. – Adhésion de Malte.**

Il résulte d'une notification de l'Ambassade Royale des Pays-Bas qu'en date du 24 février 2011 Malte a adhéré à la Convention désignée ci-dessus, qui entrera en vigueur à l'égard de cet Etat le 1<sup>er</sup> janvier 2012.

Les réserves, déclarations et notifications faites par les Parties contractantes à la Convention peuvent être consultées sur le site internet du dépositaire, à savoir: [www.hcch.net](http://www.hcch.net).